

GRAND PARIS

Transports, logement : les idées des patrons

Le Grand Paris ne se fera pas sans eux et ils le font savoir. Réunis au sein du club Paris Ile-de-France capitale économique, les grands patrons franciliens ont présenté hier les résultats d'un groupe de travail piloté par l'ancien préfet de région, Pierre Mutz. Selon eux, transports et logements sont intimement liés. Ces vingt dernières années, c'est l'éloignement du

lieu de travail en raison de la spéculation immobilière, qui a fait exploser le système des RER. Le groupe de travail a donc présenté dix propositions pour parvenir à l'objectif affiché par l'Etat de créer 70 000 logements par an en Ile-de-France.

« On peut densifier, notamment en petite couronne, qui pourrait devenir une sorte d'extension de Paris en termes urbain, explique Pierre Mutz.

Le problème, c'est que souvent les maires ne poursuivent pas ces objectifs. Il est urgent désormais d'autoriser l'Etat ou une autorité publique régionale à modifier les documents d'urbanisme communaux lorsqu'ils ne permettent pas d'atteindre les objectifs en matière de logement. »

Dans la panoplie des solutions, les patrons proposent de ne pas affecter les coûts de dépollution des terrains

d'Ile-de-France aux aménageurs qui font du logement, afin de ne pas faire monter les prix du foncier ; ne pas créer de petits espaces verts dans les grands ensembles, qui souvent « ne servent à rien » pour densifier un peu plus, quitte à créer de grands parcs à proximité ; s'assurer que la règle des 2 m² de logements pour 1 m² de bureaux créé par les promoteurs soit bien respectée ; aider les Franciliens qui gagnent trop pour avoir un logement social mais plus assez pour se loger dans le privé...

Des « pôles de bureaux » dans les gares stratégiques

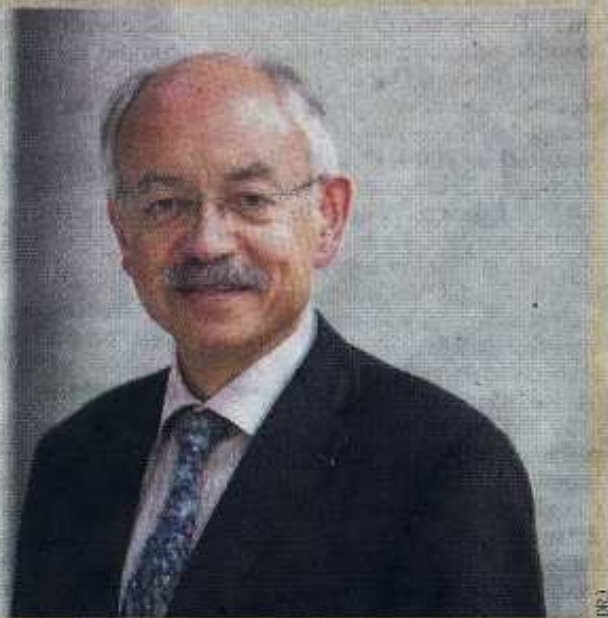
Autre solution mise en avant : les fameux « pôles de bureaux » mis à disposition des grandes entreprises dans les gares stratégiques. « Ces bureaux disposeraient des modes de communication moderne permettant à un patron en transit de faire des visioconférences entre deux correspondances », explique Pierre Mutz. « Ça marche très bien notamment à Amsterdam, où il y a 99 bureaux de ce type qui sont très rentables », assure Chiara Corazza, directrice générale de Paris Ile-de-France capitale économique. Les patrons de la région vont maintenant présenter leurs propositions à l'Etat et aux collectivités. Avec le souci d'être davantage associés au développement du Grand Paris et au Stif, le Syndicat des transports d'Ile-de-France. Les entreprises financent 45 % du coût de fonctionnement des transports dans la région, soit 3,70 Mds€ par an, ce qui « leur donne des droits ». **SEBASTIEN RAMNOUX**

« Il ne faut pas se contenter du supermétro »

FRANÇOIS GERIN ● directeur général adjoint de Siemens France

Pour les patrons d'Ile-de-France, l'accord entre l'Etat et la région sur la construction du supermétro est une bonne chose, mais comme François Gerin, ils s'inquiètent de la situation immédiate. « Il ne faut pas tout fonder sur le supermétro mais favoriser toutes les autres possibilités, explique le haut responsable de Siemens France, qui a travaillé dans le groupe de travail de Paris IDF capitale économique. Aujourd'hui, des milliers de travailleurs de la plate-forme de Roissy doivent passer par Paris en transports pour aller à leur travail, alors qu'ils habitent à côté ! C'est absurde. Il faut rapidement des bus à haute qualité de service, fonctionnant 24 heures/24. » François Gerin préconise aussi de relancer le programme Mobilien de la RATP, pour mettre le plus possible de bus en site propre. « Sans oublier les routes ; mon entreprise est à Saint-Denis, où quand on veut prendre l'A 86, il faut faire un slalom ubuesque ! Alors qu'il serait facile de créer rapidement des rampes d'accès. »

S.R.



COPR